

1<sup>re</sup> ANNÉE

JANVIER-MARS 1946

N° 1

# ANNALES

ÉCONOMIES • SOCIÉTÉS • CIVILISATIONS

## SOMMAIRE

- LUCIEN FEBVRE..... Face au vent!  
FERNAND BRAUDEL..... Monnaies et civilisations : De l'or du  
Soudan à l'argent d'Amérique.  
HENRI BRUNSCHWIG..... Propos sur les Allemagnes.

*ESSAIS - DÉBATS ET COMBATS - INFORMATIONS  
ET MISES AU POINT - LETTRES DE DIRECTION*

par

M. MOLLAT, L. FEBVRE, BERTHET, G. LEFEBVRE,  
M.-A. BÉRA, A. CHATELAIN, Ch. MORAZÉ, C. MALDOR,  
G. FRIEDMANN.



LIBRAIRIE ARMAND COLIN

## LE PARI DE LA CARTE DE PAIN :

### ARITHMÉTIQUE, STATISTIQUE OU PSYCHOLOGIE ?

Nous l'avons dit pour l'Histoire, redit pour l'Économie : tant vaut la Méthode, tant vaut la Solution.

Voici un fait. Un fait français. Un fait récent. Il ne s'agit pas, naturellement, de le traiter, ici, d'un point de vue partisan. *Annales, revue d'Histoire*. Mais l'Histoire a son mot à dire sur tout. Comment le Gouvernement français a-t-il pu, en 1946, et dans les conditions que l'on sait, annoncer la suppression définitive de la carte de pain, si peu de temps avant de la rétablir avec sévérité ? Je dis : curieux problème d'Histoire.

Faut-il mettre en cause un souci de popularité ? Tout le monde le chuchote ; il convenait de préparer les élections. N'écartons pas trop vite cette explication psychologique : en juillet 1940, le Secrétaire général du Ravitaillement ne justifiait-il pas son refus d'établir la carte de pain en déclarant que l'opinion publique ne comprendrait pas ? Certes, d'un simple fonctionnaire à un Conseil des Ministres la différence est grande, surtout quand ce Conseil comprend des hommes de toutes tendances. Pourtant, qui eût osé jouer son poste pour maintenir une réglementation impopulaire ? Mais les délibérations du Conseil des Ministres échappent au verdict de l'Histoire : pas de procès-verbal et le secret est bien gardé.

On imagine bien, en tout cas, que la décision n'a pas été prise après une discussion roulant sur des avantages électoraux ; les chiffres y ont eu leur part et les exposés de principes. C'est à travers eux, c'est par eux que se sont manifestées les préoccupations subconscientes de propagande. Mais les chiffres eux-mêmes sont calculés, rassemblés, utilisés suivant de certaines méthodes ; un certain esprit préside à l'établissement des statistiques : quel esprit, en l'occurrence ?

\*\*

Ravitaillement : connaître : 1° les besoins, 2° les ressources, et 3° adapter les ressources aux besoins : telle est la formule qui prévaut depuis que l'Etat a dû substituer sa contrainte à la liberté, pour assurer les répartitions. Formule héritée des expériences de la guerre de 1914-18, fidèlement conservée pour l'éducation des Intendants militaires chargés de préparer la mobilisation économique, et qui ont peuplé, à tous les échelons, les services nouveaux, issus de la deuxième guerre mondiale.

Or, comment évaluer les besoins ? Avec une impassibilité vraiment surprenante, économistes et géographes nous ont offert, depuis quarante ans, des chiffres dits de consommation. Par quels moyens se les procure-t-on ? — Par des opérations simples sur des statistiques de toute nature, et par des extrapolations osées : on soustrait, par exemple, des chiffres

de la production celui de l'exportation. Valeur propre, valeur humaine d'une telle donnée ? Néant. Elle repose, en définitive, sur une arithmétique, dans laquelle n'entre aucun élément original, aucun élément qui, de près ou de loin, se rattache au caractère propre de la consommation. Des comptes rendus de l'Académie de Médecine font preuve de préoccupations plus fécondes : s'efforçant d'établir un rapport entre la productivité et la consommation vraie, elles auraient permis de définir le chiffre de consommation théoriquement nécessaire, en fonction de la productivité désirée ; on peut dire, à la rigueur, le chiffre de consommation minima en fonction de la production réelle. N'est-ce pas pour établir ce calcul sur des bases solides qu'avaient été confiés au docteur Carrel les pouvoirs étendus que l'on sait ? Mais il s'est imposé, et il a imposé à ses collaborateurs le secret, le rituel secret du Conseil des Ministres... Rapprochement suggestif, puisqu'en réalité la fixation du chiffre de consommation est *le fait du prince*. Il s'obtient en multipliant le nombre de consommateurs par la ration fixée par la carte d'alimentation. Donc, pas de chiffre assuré de consommation sans carte d'alimentation. Ce qui devient primordial, c'est la notion de ration. Et de ration strictement humaine. On sort de l'économie, on se jette dans la physiologie<sup>1</sup>.

Dans la physiologie — ou, de nouveau, dans l'arithmétique ? En fait, le problème est traité à rebours, puisque la ration est fixée en divisant les ressources par le nombre de rationnaires. Les adaptations nécessaires sont faites *au jugé*.

Quoi qu'il en soit, la suppression de la carte de rationnement, faite de procédés certains de calcul de consommation, représente un pari : en l'occurrence, on a parié que la consommation ne s'en accroîtrait pas sensiblement. Ce pari devait bien reposer sur quelques expériences (la consommation pouvait être, en effet, inférieure aux calculs de rations). Mais la valeur scientifique, la valeur de généralisation économique de ces expériences n'eût pu être fondée que sur des études concrètes et détaillées de psychologie collective — auxquelles, semble-t-il, on n'a même pas songé. — Donc, pari. *Premier pari*.

\*\*

Reste le problème des chiffres de production, ou mieux, — puisqu'il s'agit du blé, et que la récolte était achevée, — des chiffres « d'existant ». L'Office du Blé comptabilisant toute la production, ce chiffre devrait être assuré. Mais qui ne voit que sa valeur dépend de l'efficacité administrative de l'Office ? Or, l'appel incessant fait aux paysans prouve que l'Office n'est pas maître de la récolte française : il doit compter avec la fraude, la nonchalance, l'incompréhension. Sûr de sa propre faiblesse, l'Office a-t-il tendance à penser que les greniers des campagnes sont d'aussi efficaces réserves que les silos officiels ?

Pour juger un chiffre de l'Office, ce qu'il faut donc connaître, c'est la psychologie paysanne. Cette psychologie a-t-elle été systématiquement étudiée ? Les cadres du Ministère de l'Agriculture sont-ils suffisants pour mener une telle étude à bien ? — En qualité peut-être ; voilà qu'à mon

1. Il est bien entendu, d'ailleurs, qu'on ne saurait poser le problème du pain sans le lier à toute une conception du problème du ravitaillement. Le chiffre de consommation du pain est fonction de l'ensemble des denrées alimentaires disponibles. Une population mieux nourrie consomme moins de pain. Et, donc, l'expérience instituée pour le pain n'aurait dû, ne devait légitimement représenter qu'un des éléments d'un grand ensemble. Simplement, c'est en matière de céréales que l'évaluation est la plus aisée. Donc, l'erreur la moins excusable.

tour j'extrapole de ma connaissance particulière de quelques excellents fonctionnaires de cette Administration. En nombre, certainement pas... D'ailleurs, l'Office du Blé est-il resté du ressort de l'Administration qui connaît le mieux la psychologie paysanne, — celle de l'Agriculture ? Ne relève-t-il pas tout autant, en fait, d'un Ministère purement comptable, — celui du Ravitaillement ?

Concluons. En matière d'existant, on dispose d'un chiffre minimum sûr, mais qui présente un grand danger : la certitude qu'il ne doit être considéré que comme un minimum invite à l'appréciation d'un surplus disponible qui, dans l'état actuel de notre connaissance, *ne peut être évalué que par un deuxième pari.*

Comparé au premier, ce pari est-il moins chanceux ? Calculons : la consommation française devrait représenter, par delà l'existant sûr, l'existant probable. L'existant probable est donc la différence entre la consommation et l'existant certain. Faut-il laisser aux mathématiciens le soin de conclure ? Disons simplement que le risque du second pari est fonction de celui du premier.

Reste la troisième opération : l'adaptation des ressources aux besoins. Celle-ci se fait, nous l'avons vu, au jugé. Problème de psychologie gouvernementale : examinons-le sainement, c'est-à-dire historiquement. Et voyons, à propos d'un exemple précis, comment naissent les idées d'une Administration.

Dans le cas présent, trois sources d'idées. Ou, si l'on préfère, trois thèmes : celui du transport ; celui du stockage ; celui du marché noir.

I. Le transport d'abord. A la Libération, un haut fonctionnaire, devenu chef de son Administration, expose que toutes les erreurs, en matière de ravitaillement, provenaient de ce fait qu'on avait voulu *répartir* bien plutôt qu'*amener*. Transportons, concluait-il, tout sera réglé. — Et d'un.

II. Cependant, dans d'autres bureaux, s'élaborait une idée audacieuse : la crise venait, au premier chef, de la volonté de stocker, qui s'était enracinée dans la mentalité paysanne. Il fallait y substituer une mentalité de vente à tout prix. — Et de deux.

III. En même temps, dans l'opinion, les scandales du marché noir, largement commentés, implantaient solidement l'idée que les richesses alimentaires ne manquaient pas, et que, seul, un attrait des prix les dirigeait loin des masses nécessiteuses. — Et de trois.

D'où une mentalité qui se traduit dans le projet suivant (les noms des ministres importent peu ; ils ont chacun exécuté leur part d'*idées plus fortes qu'eux-mêmes*) : provoquer une hausse des prix officiels pour appâter le paysan ; le menacer d'une baisse en important des denrées, qu'on jettera massivement sur le marché ; agir en tout comme si on pouvait fort bien se passer de lui.

L'expérience était bien réglée : tournées d'achat, arrivées de denrées de toute nature, levées de prescriptions, etc... Il s'agissait d'amorcer le siphon ; après quoi, tout irait de soi ; tout irait de mieux en mieux...

— Le jeu fut joué. Mais l'amorçage n'amorça rien, ou peu de chose.

On peut penser qu'il n'amorça rien, parce qu'il n'y avait rien à amorcer. Amener ? Peut-être ; mais d'abord *produire*.

Faut-il autrement conclure ? Nous y reviendrons.

CHARLES MORAZÉ,

Directeur d'Études à l'École de Hautes Études, Paris.